

La scolarisation des enfants en situation de handicap

La répartition des tâches, acceptée par le peuple, confie aux cantons la responsabilité et le financement des institutions pour handicapés. Il faut saisir cette réforme pour promouvoir l'intégration scolaire des enfants en situation de handicap. Une question sociale essentielle.

Je me souviens encore de mon étonnement lorsque, préparant les premiers numéros de *Domaine Public*, je découvris que, dans les années soixante, le droit à l'instruction n'était pas constitutionnellement et légalement garanti à tout enfant. En revanche la société imposait sa norme: l'école est obligatoire. Au droit à l'enseignement était substituée l'institution scolaire. Or l'école publique n'était ouverte qu'aux enfants jugés aptes à la suivre. Les enfants en situation de handicap en étaient donc exclus et leur différence sanctionnée.

Depuis, la situation a évolué de manière spectaculaire: l'enseignement spécialisé a été développé, l'Assurance invalidité (AI) a alimenté des financements substantiels. Sur le plan constitutionnel, le droit à un enseignement de base a été reconnu: article 19 de la Constitution fédérale. Les constitutions cantonales révisées l'ont confirmé.

Tout n'était pas réglé pour autant. Les moyens puissants dont dispose l'AI incitaient les autorités cantonales à rechercher sa participation financière. Le développement des institutions spécialisées a été de la sorte encouragé au détriment parfois de la voie ordinaire d'intégration, celle de l'école publique.

La nouvelle répartition des tâches acceptée par le peuple a rétabli une seule autori-

té et un seul payeur, le canton. Dès maintenant (art. 197, disposition transitoire de la Constitution fédérale) les cantons assument les prestations actuelles des homes, des institutions et des ateliers pour handicapés. Ils disposent de trois ans pour mettre en place leur stratégie qui devra répondre aux critères de la future loi fédérale «sur les institutions destinées à l'intégration sociale des personnes invalides» (LISI). Une profonde réorganisation sociale est lancée et un de ses chapitres importants est celui de l'intégration scolaire des enfants.

Différences intercantionales

L'extrême diversité des déficiences physiques et cérébrales exclut des solutions uniformes: tous les enfants intégrés dans les classes ordinaires ou tous en institutions spécialisées. Cela admis, on est frappé, une fois de plus, par la grande diversité d'application entre les cantons. Vaud recourt six fois plus aux institutions spécialisées que le canton de Neuchâtel. Et la barrière linguistique et culturelle ne joue aucun rôle en l'occurrence. Genève, Valais, Jura se situent aussi en dessous de la moyenne suisse.

continue en page 2

Dans ce numéro

Les lecteurs boudent les journaux au profit des médias électroniques.

page 2

Le marché du textile s'ouvre au monde.

page 3

Un nouveau parti à gauche de la SPD voit le jour en Allemagne.

page 4

Une enquête dessine le profil des abonnés de DP.

page 6

Trois livres, trois femmes au coeur de l'intimité.

page 7

Le Feuilletton d'Anne Rivier.

page 8

Jura bernois

Le reportage s'achève à Bienne. Entre frontières cantonales et résistances politiques, la ville revendique un rôle central à la périphérie du Plateau et des montagnes jurassiennes.

page 5

Les journaux à la peine

Les journaux perdent pied. Ils ne sont plus le relais privilégié entre les citoyens et le système politique.

En dix ans, la presse quotidienne et hebdomadaire de caractère général s'est appauvrie de trente-deux titres. Disparitions et fusions continueront très probablement à caractériser le marché de la communication écrite. Et la situation financière des titres survivants n'est pas brillante.

La conjoncture économique morose explique-t-elle seule cette évolution? On sait que les journaux vivent essentiellement de la publicité et accessoirement de la contribution de leurs lecteurs et abonnés. Un retour de la croissance économique devrait améliorer le volume des annonces. Pour Otfried Jarren, professeur en science des médias à l'Université de Zurich, cette approche est un peu courte. Elle néglige un phénomène structurel plus fondamental: les journaux, en tant qu'acteurs intermédiaires de la société, perdent de l'importance et de nouveaux intermédiaires font leur apparition sur la scène médiatique.

Les journaux, tout comme les partis politiques, les Eglises, les organisations syndicales et patronales constituent l'infrastructure socia-

le de la société. Ces acteurs intermédiaires permettent l'échange entre le système politique et les citoyens. Or ces intermédiaires sont en crise: effectifs à la baisse, affaiblissement de leur ancrage dans la société et, en conséquence, difficulté à communiquer leur message à un public plus volatil. Cette crise se lit notamment dans la croissance des ressources consacrées à la communication - chargés d'information, campagnes promotionnelles.

Des lecteurs infidèles

Les journaux sont également touchés par cette crise. Comme les électeurs qui ne s'identifient plus à un parti, les lecteurs sont de moins en moins attachés à un titre particulier, le nombre des abonnés est en baisse. Le journal doit représenter pour eux une «valeur d'usage», ce qui implique de la part de l'entreprise de presse un effort constant pour attirer l'attention des lecteurs (titres-choc, scoops, etc.).

Cette valeur d'usage, les consommateurs la trouvent dans d'autres médias - radio, TV, Internet - qui concurrencent sévèrement la

presse écrite et drainent une part non négligeable de la manne publicitaire. L'Internet en particulier favorise l'entrée de nouveaux acteurs sur le marché de l'information. La technologie du réseau permet de se libérer des contraintes du canal de l'imprimé. Cette possibilité de générer et de diffuser soi-même de l'information exerce déjà une pression sur le contenu de certaines émissions de radio et de TV, alors que la presse reste encore - mais pour combien de temps? - relativement épargnée.

Des entreprises de presse cherchent d'autres sources de revenus. La *Berner Zeitung* met aux enchères ses espaces publicitaires par le biais de l'Internet. En Allemagne les journaux se lancent dans l'édition de livres et de disques. Mais cette diversification ne dispensera pas la presse écrite d'une réflexion sur la manière d'assurer sa mission d'information indispensable à la vie démocratique. jd

Otfried Jarren, «Unter Riesen auf brüchigem Boden», *NZZ*, 18 et 19 septembre 2004.

Intégration (suite)

La scolarisation des enfants en situation de handicap

Ces différences d'expériences cantonales permettent de dégager une leçon incontestable, confirmée de surcroît par des témoignages nombreux et concordants. L'intégration scolaire est un facteur puissant d'épanouissement aussi bien pour l'enfant en situation de handicap que pour ses camarades qui apprennent, concrètement et non selon des principes abstraits de morale, la solidarité. Ces gains de comportement l'emportent nettement sur l'acquisition des connaissances où l'on n'observe pas de différences entre l'intégration et la spécialisation.

L'intégration pour être réussie suppose la levée d'obstacles nombreux. D'abord les traditionnelles barrières physiques, beaucoup de collègues ne sont pas adaptés architecturalement. Le corps enseignant doit être formé à la gestion de cette forme particulière d'hétérogénéité. Les cadres administratifs, eux aussi, doivent apporter leur collaboration (gestion des transports, etc.). Enfin, chaque enfant intégré doit avoir, parallèlement au travail collectif, ses objectifs propres qui déterminent la nature des appuis dont il a besoin, en classe ou en dehors.

Apprentissage de l'hétérogénéité

La réforme de base est de poser la règle que chaque enfant est scolairement inscrit à l'école de son quartier ou de son village. Lorsqu'il y a une situation de handicap, la meilleure solution est choisie d'entente avec les parents. L'intégration avec les appuis qu'elle implique est la solution privilégiée. Les institutions interviennent en seconde ligne.

Il ne s'agit pas là d'un débat théorique. La répartition des tâches contraint les cantons à penser fondamentalement une réforme et à assurer une bonne collaboration intercantonale.

C'est un grand chantier qui est ouvert.

L'école est l'objet d'un débat constant sur ses exigences, sa sélectivité et sa catégorisation des enfants. L'intégration des enfants en situation de handicap renouvelle cette «dispute». Car il paraît naturel à chacun, quelle que soit son idéologie, de surmonter la déficience, de ne pas pénaliser celui qui en souffre, et de promouvoir une pédagogie adaptée. L'hétérogénéité est ressentie comme le refus de la discrimination, du darwinisme. Elle prend une dimension éthique. Aux cantons, dans les trois ans qui viennent, d'en faire la preuve par l'acte. ag

Bienvenue aux textiles chinois

La protection pratiquée par les pays riches contre l'invasion de textiles bon marché est tombée au 1er janvier 2005. Les fabricants européens et américains tremblent. La Suisse reste sereine. Elle n'a jamais imposé de restriction à l'importation.

La liberté des échanges est le *credo* des entreprises occidentales à la conquête des marchés mondiaux. Sauf lorsqu'elles ne sont pas compétitives. La venue sur le marché des textiles à bas prix en provenance du tiers-monde a provoqué la réaction rapide des pays riches. En 1974, les Etats-Unis et l'Europe ont concocté l'Accord multifibres. Cet arrangement ignore la règle de base du GATT qui impose un traitement identique à l'égard de chaque pays membre (la clause de la nation la plus favorisée). Les pays riches ont donc le droit d'imposer des quotas d'importation à l'Inde au Bangladesh ou à l'Egypte.

Les pays du tiers-monde ont fait de l'abolition de cet accord léonin une condition de leur acceptation à la création de l'OMC en 1994. Ils ont concédé une période de transition de dix ans. C'est aujourd'hui l'échéance. La fin des quotas offre d'énormes débouchés nouveaux à tous les petits fabricants qui offrent de très modestes salaires mais font vivre un grand nombre d'Indiens et de Pakistanaï. Les Chinois, membres de l'OMC depuis deux ans, profitent plus largement encore de cette libéralisation. Malgré des salaires plus élevés, ils vont pouvoir déverser massivement sur le

marché une marchandise à plus bas prix produite dans de grandes usines à technologie avancée. C'est une concurrence pour les fabricants traditionnels du tiers-monde. C'est surtout la mort programmée pour les entreprises européennes et américaines qui n'ont pas profité des dix ans de répit que leur avait donné l'OMC pour revoir leur stratégie. C'est le cas notamment en Italie où 50 000 emplois textiles ont déjà été supprimés, mais où l'on s'attend à 50 000 autres disparitions.

La Suisse, qui tremble devant les menaces que l'OMC fait peser sur son agriculture, reste totalement sereine devant le big bang de la libéralisation du secteur textile. C'est simple. Berne a signé l'Accord multifibres, mais n'a jamais introduit de quotas à l'importation. Ce geste n'est pas de pur altruisme en faveur des pays émergents. C'est plutôt le résultat d'une réflexion économique: abandonner les produits bas de gamme pour conserver la capacité d'exporter le savoir faire helvétique comme les textiles d'ameublement ou les brevets pour dessins de mode. La Suisse ne craint pas une future invasion des textiles bon marché. Elle a déjà eu lieu depuis longtemps. Les entreprises qui utilisaient la main d'œuvre bon marché du Portugal ou des Balkans, malgré tout pas compétitive, pour produire des sous-vêtements ou des bas ont fermé leurs ateliers en Suisse. Désormais, les travailleurs - et surtout les travailleuses - du textile restent dans leur pays pour fabriquer nos vêtements.

L'industrie suisse de la machine textile, réputée pour sa technologie de pointe a accompagné, voire précédé, cette délocalisation vers les pays à bas salaires. Elle fournit depuis des décennies dans le tiers-monde les installations clés en main qui autrefois tournaient dans notre pays avec de la main d'œuvre étrangère. Reste à savoir combien de temps les machines textiles seront encore fabriquées en Suisse. *at*

L'injustice après la vague

La terre a tremblé, l'océan a dévoré les côtes d'Asie du sud. Les rescapés étrangers, arrachés au bonheur ensoleillé, courent les consulats. Ebranlés par une catastrophe qui dépasse l'entendement ils invoquent l'intervention de leur pays, dont ils attendent le salut, comme un droit inaliénable. Et quand l'aide tarde, ils regrettent l'incompétence des ambassades ou la pagaïlle au moment du rapatriement. Le contribuable occidental prétend à une couverture sans faille partout dans le monde.

Rattrapé par la réalité tragique du monde et son indifférence meurtrière, le citoyen réclame les prestations d'une assurance tout risque qu'il aurait contracté avec l'Etat. Ainsi chaque pays doit se préoccuper d'abord de ses ressortissants. La générosité des dons privés trahit douloureusement l'exiguïté des fonds publics promis par les occidentaux - environ un milliard et demi de dollars contre les dizaines déjà avalés par la guerre en Irak. Malgré la solidarité un rien désincarnée des chaînes du bonheur, la mondialisation du carnage redécouvre l'imperméabilité des nations et l'égoïsme des nantis, qui «oublie» souvent de verser l'argent engagé sous le coup de l'émotion.

Voilà pourquoi à la moindre défaillance les critiques fusent, la polémique se déchaîne. Le malaise des Suisses ramenés de Côte d'Ivoire par un avion français multiplie l'impatience des vacanciers terrorisés sollicitant les fonctionnaires helvétiques en Inde ou en Indonésie. Les opinions publiques en deuil, compatissant le sort des compatriotes disparus, accusent les gouvernements à leur responsabilité, prêtes à les sanctionner le moment venu.

Le tsunami et les centaines de milliers de morts rongent un peu plus l'illusion d'une communauté humaine. Les touristes touchés par la furie de la nature réclament des services inaccessibles aux parias des régions dévastées. Une sépulture pour ses proches contre la fosse commune offerte à la plupart des indigènes, notamment. Si les vagues de la mer démontée ont emporté tout le monde sans distinction, elles n'ont pas effacé les inégalités. *md*

IMPRESSUM

Rédacteur responsable:
Jacques Guyaz (jg)

Rédaction:
Marco Danesi (md)

Ont collaboré à ce numéro:

Francine Delacrétaz

Jean-Daniel Delley (jd)

André Gavillet (ag)

Anne Rivier

Jean Christophe Schwaab (jcs)

Albert Tille (at)

Responsable administrative:
Anne Caldelari

Impression:
Imprimerie du Journal de Sainte-Croix

Administration, rédaction:
Saint-Pierre 1, cp 5863
1002 Lausanne
Téléphone: 021/312 69 10

E-mail:

redaction@domainepublic.ch
administration@domainepublic.ch

www.domainepublic.ch

Le SPD perd sa gauche

Un nouveau parti entend défendre les intérêts des syndicats allemands déçus par les réformes sociales du gouvernement de Gerhard Schröder.

Les membres de la «Wahlalternative Arbeit und Soziale Gerechtigkeit» (alternative électorale travail et justice sociale) viennent de décider de se constituer en parti politique. Ils présenteront des listes lors des élections régionales de Rhénanie du Nord-Westphalie au printemps prochain et des législatives nationales en 2006. La création de ce nouveau parti a été soutenue par une partie de l'intelligentsia de gauche et pilotée par certains syndicats. De nombreuses «têtes pensantes» de la gauche allemande, de même que plusieurs cadres syndicaux font partie des membres fondateurs. Tous affiliés au parti social-démocrate (SPD), ils l'ont quitté comme plus de 44 000 autres membres en 2004 ou ils en ont été exclus. La «Wahlalternative» veut recon-

quérir l'électorat ouvrier qui, déçu des «réformes sociales» des socio-démocrates et des Verts au pouvoir, s'est réfugié dans l'abstention ou le vote protestataire (parfois néocommuniste, mais surtout néonazi).

Une rupture inéluctable

Par la création de ce nouveau parti, les syndicats allemands ont définitivement rompu avec la social-démocratie, malgré les liens étroits qu'ils ont entretenus pendant des décennies avec le parti de Willy Brandt et de Gerhard Schröder. La rupture entre les syndicats et leur ancien bras politique était peut-être inéluctable, vu la dégradation de leurs relations et l'ampleur de leurs différences idéologiques. Mais elle ne va pas sans poser un certain nombre de questions. Il n'est ainsi pas sûr que la base des

syndicats puisse couper si facilement les ponts avec le SPD. Les centrales syndicales ne sont elles-mêmes pas unanimes. Si la majorité d'entre elles s'est violemment opposée à la politique libérale du chancelier Schröder, certaines, comme le syndicat des mines et de la chimie IGBCE, désapprouvent la rupture, estimant que le gouvernement actuel reste un moindre mal. Nul n'ignore que l'opposition chrétienne-démocrate (CDU/CSU) et libérale (FDP) peaufine des projets encore plus «libéraux» que ceux du SPD et des Verts. Quant au succès électoral de la «Wahlalternative», il est encore hypothétique. Les sondages le créditent d'un score inférieur à 10% des voix. A gauche on lui reproche de provoquer *de facto* le retour au pouvoir de l'opposition en privant les sociaux-démocrates de précieux suffrages.

Il faut toutefois souhaiter aux membres des syndicats allemands que cette scission soit un succès. Un échec les priverait de tout relais politique, laissant libre cours aux réformes libérales, qu'elles soient le fruit d'un gouvernement SPD-Verts ou CDU/CSU-FDP. Cette scission doit aussi servir d'exemple aux syndicats et aux partis socialistes des autres pays européens. Les syndicats, s'ils veulent conserver leur crédibilité, doivent avoir le courage de se démarquer des socialistes si la politique de ces derniers nuit aux intérêts de leurs membres. Quant aux socialistes, ils doivent comprendre qu'il est impossible de conjuguer leur héritage de partis ouvriers avec le libéralisme ou la «troisième voie» où souhaitée par certains de leurs dirigeants. jcs

www.w-asg.de

Télévision

La famille Blocher mieux que la Star Ac'

Rarement un documentaire politique aura déclenché de telles passions. *Die Blocher*, diffusé sur SF 1, a obtenu une audience exceptionnelle: 48,5% de parts de marché. Et son succès ne s'arrête pas à l'audimat: le DVD s'arrache et le *Blick* (qui avait annoncé le reportage en manchette) a organisé un sondage à la suite de l'émission. Les lecteurs de ce quotidien, s'ils pensent que la fonction de chef de famille est avant tout partagée entre Silvia et Christoph Blocher, sont tout de même plus nombreux à penser que c'est Silvia «qui porte la culotte». Il est vrai que durant l'émission, Mme Blocher paraît plus à l'aise face à la caméra que

son époux, pourtant rompu à ce genre d'exercice, qui paraît ne pas s'être vraiment habitué à ses habits ministériels.

Outre l'influence relative de Silvia Blocher sur l'action politique de son mari, ce reportage ne présente qu'un intérêt modéré et ne méritait certainement pas un tel engouement. Le commentaire laisse certes entendre au début du documentaire que celui-ci dévoilera les «vrais objectifs» des Blocher (et répète cette intention à maintes reprises), mais n'apporte aucune réponse à cette question, tout occupé qu'il est à la visite des nombreuses propriétés du ministre et à le suivre dans ses

premières apparitions publiques en tant que Conseiller fédéral, sans en commenter le contenu. Les rares questions politiques, esquivées par un Christoph Blocher toujours habile, sont remballées à peine posées.

A la visite de ses villas et châteaux, les téléspectateurs, sauf les passionnés de l'art médiéval grison et des paysages de la Goldküste, préféreraient une analyse critique des objectifs du tribun zurichois et la mise en lumière de ses contradictions. jcs

Les Blocher, Temps présent, TSR 1, le 20 janvier 2005, 20h05.

«Le centre de la périphérie»

Après les vallons et les cités industrielles des montagnes jurassiennes, voici Bienne. Avec La Neuveville et le Seeland, la ville bilingue ébauche une région d'avenir.

Bienne voulait devenir un canton. Après la défaite de Napoléon, le Congrès de Vienne en 1815, redessine l'Europe. Chacun cherche à gagner terres et influence. La ville joue son va-tout, mais elle échoue. Il fallait bien une contrepartie pour Berne qui venait de perdre d'un seul coup Vaud et l'Argovie. Bienne passe en mains bernoises. Elle quitte ainsi à contrecœur le giron de l'Evêché de Bâle où elle jouissait d'une certaine autonomie et découvre les rancœurs et les jalousies des populations voisines échaudées par les servitudes exercées jusque-là par la ville.

A la jonction des vallons et des lacs

Hans Stöckli, le maire socialiste, gribouille sur une feuille blanche la géographie inconfortable de la capitale de l'horlogerie suisse. Au nord se dresse le Jura et au sud s'étale le Seeland. Bienne, au milieu, fait le joint, située toutefois à la banlieue des deux régions.

Le chef-lieu revendique son statut de centre urbain et industriel de cinquante mille habitants, aussi peuplé que les trois districts jurassiens. Il draine hommes et ressources malgré le rejet affiché ici et là par les habitants des montagnes et des lacs. Un graffiti sous un pont de chemin de fer à Saint-Imier redoute un Jura bernois «Biel-lingue».

Qu'importe, les entreprises exploitent ce portail routier et ferroviaire vers le Plateau et le Léman. Tandis qu'une carrière s'épanouit davantage le long de ses canaux que dans les vallons et les champs qui l'entourent. Hans Stöckli comprend les réticences, mais fustige la fermeture. C'est pourquoi, depuis son premier mandat en 1990, il a transformé le détachement de la ville à l'égard de la question jurassienne en neutralité active pour développer contacts et réseaux. Il exporte depuis la même politique en direction du Seeland.

Le salut des Francophones

Bienne parle français depuis le XIX^e siècle. En 1990, elle compte déjà un francophone pour quatre Alémaniques. Les dernières statistiques affichent le double, quatre pour six. Le français investit également la périphérie. A Nidau,

commune presque exclusivement alémanique il y a vingt ans, un résidant sur cinq est désormais francophone. Le bilinguisme, revendiqué et labelisé, tient lieu de dogme culturel, sinon politique.

Le Rapport Widmer paru en 1991, qui envisageait une réunification, émeut encore Hans Stöckli. Le déménagement du Jura sud aurait compromis la coexistence entre Francophones et Alémaniques de la ville. Le statut particulier accordé aux trois districts restés bernois, accompagné de dispositions spécifiques pour la ville de Bienne, dissipe aujourd'hui toutes les craintes car il verrouille le bilinguisme. Même si de temps en temps la paix des langues vacille. Notamment quand la rigueur budgétaire affecte exclusivement la rédaction francophone de la chaîne de radio locale bilingue Canal 3.

Le déclin des montagnes

Le séparatisme, toujours discret à Bienne, n'est pas une sinécure pour les francophones. Ni la promesse d'un avenir meilleur. Bien au contraire. Le déclin menace. Les institutions inventées par et pour le Jura bernois se meurent. La Fondation Bellelay, vouée à la gloire du terroir, sombre dans la faillite. La dissolution du Service social du Jura bernois oblige les communes à se rassembler pour se répartir les tâches qui étaient centralisées auparavant. Les grands projets s'arrêtent au seuil des trois districts. La Transjurane traîne des pieds. Le maire de Bienne regrette le réflexe minoritaire au nom de la diversité jurassienne. Il n'y a rien de pire que de se retrancher derrière le Taubenloch (les Gorges de la Suze) ou de manifester sa frustration sur la Place fédérale, au risque de s'aliéner des députés agacés.

Des communes à la place des cantons

A La Neuveville, Pierre-Alain Berberat, conseiller municipal du parti socialiste du Jura

bernois - rival historique du parti socialiste autonome de Maxime Zuber -, avoue son désenchantement à l'égard de la question jurassienne. La réalité quotidienne le rapproche plutôt de Neuchâtel ou de Bienne. Le bourg vit paisiblement coincé entre lac et Chasseral. Un peu de neige exile Saint-Imier au bout du monde. Moutier campe aux portes de Delémont. Alors que le Plateau s'ouvre tout grand à quelques



La place du Ring à Bienne

kilomètres. La réunification le laisse songeur: même élargi, le canton du Jura souffrira de sa petite taille, d'axes routiers défaillants et de sa position marginale ainsi que de l'absence d'une locomotive urbaine. Il imagine plutôt des regroupements et des ré-

seaux d'intérêts entre collectivités proches. A long terme - qui sait? - l'emprise des cantons pourrait s'affaiblir à l'avantage des communes.

Proximité et coopération répondent davantage aux problèmes actuels du Jura que la réunification à tout prix. Voilà pourquoi Hans Stöckli épouse volontiers le paradoxe «d'un centre à la périphérie». Bienne rayonne au cœur d'un territoire au périmètre souple. Il contourne le lac, s'avance jusqu'à Lyss et remonte la Suze jusqu'à Sonceboz. Si la réforme administrative en cours semble négliger le phénomène, la révision de l'organisation judiciaire du canton de Berne et le projet de nouvelle politique des agglomérations associent Bienne, le Seeland et le Jura bernois, à l'image de la Conférence régionale des transports (CRT).

Avec le renouveau de la ville, exaltée par Expo.02 et les succès planétaires de Swatch Group, ainsi que des finances assainies, la baisse du chômage et la création de trois mille places de travail, le maire de Bienne aspire à une communauté de liens et d'échanges. Elle s'amorce déjà, malgré les frontières, la méfiance réciproque et les veto politiques. Un rêve contemporain, à la mesure de la tentative échouée en 1815.

md

Des lecteurs satisfaits, mais impatientes

Les abonnés de DP se distinguent par leur fidélité et par un intérêt hors du commun à l'égard des affaires publiques. Les résultats d'une recherche réalisées cette année préparent ainsi l'évolution du journal.

Domaine Public peut compter sur la fidélité de ses abonnés. Sur deux mille, huit cents le lisent depuis plus de vingt ans. L'enquête menée en 2004 souligne l'attachement des lecteurs au journal. C'est une base réjouissante pour entreprendre le renouveau nécessaire de la publication. En effet, et malgré une place à part dans le paysage romand, DP doit également faire face à la crise qui affecte la presse écrite.

Les médias «indépendants» s'interrogent sur la nécessité de périodiques d'opinion, parfois liés à un courant ou à un parti politique. Surtout quand les rubriques consacrées aux éclairages et réflexions se multiplient un peu partout à grand renfort d'invités de renom. Il s'agit ainsi de contrer l'immédiateté imparable d'Internet et la présence en continu de la radio et de la télévision.

Domaine Public n'a cependant pas épuisé son mandat: penser en toute liberté et rigueur la vie politique, sociale et économique de la Suisse. Au contraire, l'exigence de débats et de confrontations grandit au

fil des événements et du temps. Mais pour la satisfaire il faut réinventer la méthode et se doter d'outils en phase avec les nouvelles technologies de la communication répondant aux attentes d'une nouvelle génération de citoyens concernés par les affaires publiques.

C'est la raison pour laquelle, DP a décidé de mieux connaître son lectorat, afin d'imaginer son avenir via des formes et des contenus à découvrir au cours de cette année. Pour l'heure, voici la synthèse des données recueillies. La recherche a été conçue et réalisée par François Huguenet dans le cadre d'un travail de diplôme pour l'obtention du titre de directeur de communication auprès du Centre suisse d'enseignement du marketing, de la publicité et de la communication (SAWI) et de l'Institut suisse de relations publiques (SPRI) à Lausanne.

Des réponses en nombre

Au printemps 2004, 500 questionnaires ont été adressés aux abonnés anciens (plus de trois ans) et récents (depuis 2003), ainsi qu'aux lecteurs qui venaient de renoncer à DP. Plus de deux cents personnes ont répondu, soit près de la moitié de l'échantillon. En bref, le «dépiste» type est un homme proche de la soixantaine qui vit dans une ville du canton de Vaud. Il est souvent enseignant ou éducateur, actif dans les domaines de la santé et du social. En général salarié avec un diplôme universitaire,

il mène une carrière professionnelle au sein de la fonction publique. Il s'engage dans des associations aussi diverses qu'un syndicat, le WWF, Pro Natura ou l'ATE, Amnesty international ou encore la Déclaration de Berne. Il s'intéresse à la politique, mais avec un certain recul. Un lecteur sur trois est membre d'un parti (socialiste et verts en tête). On retrouve la même proportion quand on décompte les élus dans un exécutif ou un législatif au niveau communal, cantonal et national.

Le goût de l'indépendance

Domaine Public vit de son autonomie vis-à-vis des partis, mais également à l'égard des médias commerciaux et de la publicité. Les lecteurs apprécient son indépendance. Les analyses et les prises de position qui en découlent influencent les opinions des abonnés prêts à partager avec la rédaction une communauté d'esprit et de sensibilité qui déborde l'exigence d'information rigoureuse.

Les textes de qualité, des auteurs compétents et ces articles que l'on ne trouve pas ailleurs sont la marque de fabrique du journal. L'actualité politique, loin de les décourager, attire les lecteurs. Sans parler des chroniques et feuilletons d'Anne Rivier qui provoquent l'enthousiasme et jouissent du soutien indéfectible de compagnons de route assidus et passionnés.

On s'abonne via Internet (un sur deux) et on part au bout de

cinq-six ans. Dépassé ce cap - c'est pourquoi fidéliser devient primordial - les lecteurs ne comptent plus, ils restent. Malgré l'essor du Web, et des éditions électroniques (environ deux cents copies en PDF), la version papier plaît davantage.

Le porte-monnaie vide, le temps qui presse, la lassitude éloignent les lecteurs. Tandis que l'information indépendante, le regard de gauche, la politique du pays, et le soutien pur et simple à la presse d'opinion motivent les nouveaux venus.

Une cure de jouvence

L'enquête tournerait à l'apologie sans quelques critiques émises essentiellement sur le format de DP. Au milieu des louanges qui s'expliquent par un lectorat composé exclusivement d'abonnés, congénères des rédacteurs, on ressent le besoin de quelques innovations. Pas de révolution, toutefois. Il s'agit plutôt de revoir les habitudes, la routine du miracle hebdomadaire, et quelques principes désormais indiscutables. En vrac: la page A4, le noir et blanc, la sobriété qui frise l'ennui, le papier économique, l'absence de rubriques fixes, la densité assommante des articles, une mise en page répétitive, la monotonie des genres journalistiques (peu d'interviews, d'enquêtes ou de reportages, beaucoup de dissertations un rien abstraites). Les questionnaires soulignent aussi l'absence d'éclairages sur le monde et la tendance à réagir au lieu d'imposer des thèmes de discussion. *md*

Domaine Public souhaite remercier tous les lecteurs qui ont participé à l'enquête. L'abondance des questionnaires reçus est un gage du renouveau en cours.

Souffrances et écritures

Les éditions d'autre part publient simultanément trois textes de femmes, trois voix qui nous parlent de l'amour, du quotidien et de la solitude. On est au cœur de l'intime sans aucune impudeur. Chacune à leur manière, elles conjurent la tristesse à travers l'écriture.

Le livre de Claude-Inga Barbey, un peu hybride, nous offre quatre nouvelles et plusieurs textes brefs qui ont été diffusés à la radio sous forme de lettres d'une auditrice à Patrick Lapp (partenaire au théâtre de l'auteur). Dans ces Ephémérides, comme dans la première nouvelle *Portrait de Madame Mélo* qui donne son titre à l'ouvrage, on retrouve ce que l'on aime chez Claude-Inga-Barbey: une ironie, une distance qui rend supportable la difficulté à vivre la banalité et la violence du quotidien. Elle ose donner de l'importance à tous ces détails qui font nos vies et dont pourtant on ne parle pas.

Ainsi, *Madame Mélo* nous décrit sur le même ton et avec la même économie de moyens, son désir d'être vue avec les yeux de l'amour, la robe de chambre de sa mère et la mort de cette dernière. C'est drôle et sombre à la fois, c'est souvent cru mais plein de tendresse.

Le style un peu monocorde des autres nouvelles paraît plus appliqué. Le petit miracle littéraire n'a pas lieu. On est juste assombri à la lecture de ces textes qui, chacun à leur manière, nous disent la difficulté d'être aimé et surtout de s'aimer soi-même.

Le texte de Sandra Modiano est le journal intime d'une femme quittée par son mari. De cette rupture, nous ne saurons presque rien. Il veut partir. Elle lui fait ses valises. Il a dit «je décide de mettre fin à notre histoire». On ne comprend que la douleur et la volonté de sur-

vivre. Seuls, des infimes détails: le contenu d'un tiroir, un drap housse à une place, le sac à dos des enfants prévu pour le week-end chez leur père, nous suggèrent la perte mais aussi le quotidien qui, peu à peu, prend une nouvelle forme. Le texte est éclaté en fragments brefs qui disent la vie soudain mise en pièces. *Année zéro*, le titre de la première partie nous annonce que désormais, rien ne sera jamais plus comme avant, c'est une nouvelle ère qui commence et pendant longtemps, chaque nouvel événement sera vécu à la lumière du passé. Le livre devient la matérialisation d'une reconstruction. L'écriture est là pour mettre à distance une tristesse infinie. On est touché par la pudeur et la vérité qui en émane.

Et puis, il y a les textes magnifiques de Miruna Coca - Cozma qui ont d'abord été écrits pour la radio mais qui pourtant, sont formidablement poétiques. A travers ses métaphores, elle nous entraîne de «station» en «station» dans ses réflexions sur l'amour et la passion. Elle accueille dans un même élan de vie la fusion et la solitude, la folie et l'ennui,

l'image idéalisée de l'autre et le quotidien. Pour elle, la souffrance n'est pas seulement là quand on manque d'amour, elle est l'amour même. D'ailleurs elle dit: «Nous sommes de véritables écorchés-vifs, nous vivons l'amour comme une douce punition comme une blessure en éveil permanent».

Francine Delacrétaz

Les éditions d'autre part sont dirigées par Pascal Rebetez qui les a créées en 1997. Elles sont consacrées prioritairement à la poésie des montagnes, mais aussi à la photographie et depuis peu, aux récits.

Claude-Inga Barbey, *Le portrait de Madame Mélo et autres nouvelles*.

Sandra Modiano, *Un baby-foot pour la fine de l'année, chronique d'une rupture*.

Miruna Coca-Cozma, *Ma gare à moi, Chroniques entendues*.

Centre culturel suisse: Hirschhorn fait son carnaval

Thomas Hirschhorn feuillette le dernier numéro de son journal. Scotché dans un fauteuil du Centre culturel suisse à Paris, il feint l'indifférence. Le philosophe Marcus Steinweg qui connaît par cœur les tourments de la *différance*, débite des inepties au kilomètre. Il a raison. Et on rigole. Les curieux se faufilent dans les couloirs emballés, cartonnés, masqués. Ils se poussent presque. L'essentiel de la littérature politique suisse s'amoncelle dans une bibliothèque *ikea*, ignorée des médias et du grand public. Les petits trains tombent en panne et la foule circule en sanglot. Ça discute. On branle la tête jusqu'à l'énerverment. Le record d'affluence tombe quelques minutes plus tard. Christoph Blocher tient la vedette, mais Pascal Couchepin et Hans-Rudolf Merz font bonne figure sur les murs de Poussepin. L'accumulation d'articles, de citations et d'extraits parodie à merveille le tapage quotidien cher au monde politique suisse, objet de déclarations et de débats infinis. *Swiss Swiss Democracy* ramène la chose publique à sa dimension provinciale. Plus terre à terre, affichée en dazibao, mal écrite et déchirée. Où la trivialité, sinon la vulgarité, rappelle le degré zéro des rapports de force et des intérêts à satisfaire. Besoins ou désirs, comme faire pipi à la face des puissants. C'est carnaval bientôt. md

Marcus Steinweg, philosophe et écrivain allemand, né en 1971, vit et travaille à Berlin. Il est l'auteur de *Krieg der différance* et *Autofahren mit Lacan* (Koblenz 2001), ainsi que de *Der Ozeanomat. Ereignis und Immanenz* (Köln 2002) et *Bataille Maschine* (Berlin 2003).

Ecrivain d'amour

Anne Rivier

**Alice s'est trouvé une nouvelle vocation, écrivain public.
Ce qui fâche son ex-époux, feu le pasteur Wermeille.**

Salut à toi, âtre endormi! Tu boudes? Ma dernière lettre t'aurait-elle fâché? Si c'est le cas, tu pourrais me le dire clairement. Tes silences me sont pénibles, cet aveu devrait te suffire, non? Mon travail est astreignant, la clientèle se bouscule au portillon et c'est à toi que je consacre mes quelques instants de liberté, tu n'as pas l'air de t'en rendre compte!

La principale nouvelle du mois, c'est l'achat d'un ordinateur surpuissant. Tu te rappelles, mon feu, il y a vingt ans, mes débuts face à ton minuscule Macintosh, j'avais suivi des cours du soir et médusé mes petits camarades par mon enthousiasme. A la fin, le professeur ne professait que pour moi. «Ah, donnez-moi des élèves comme Alice et je vous informatise la terre entière, bénévolement...» Actuellement, même secondée par le Convivial en question, je suis submergée, à peine le temps de sortir au ravitaillement.

Laporte en pâtit plus que moi. Il souffre le martyr à m'attendre et à m'espérer. La vérité, mon feu, c'est que ton cher collègue est fou amoureux de ta veuve. Il rêve pour nous deux d'une cure thermale à Abano. Chaperonnés par le Docteur Jeandroz et son épouse! Au programme : bains du matin, visites de Vierges à l'Enfant l'après-midi, excursions à Florence et à Sienne. Je te l'avoue, je suis tentée. Nous logerions dans un trois étoiles réputé, ça me changerait de nos modestes «pensione». Reconnais qu'à part notre lune de miel à Venise, tu m'offrais rarement le meilleur choix, tu réservais la crème de l'hôtellerie pour ta Julie Cachelin, ne te fatigue pas à le nier, elle m'a tout déballé.

Mon feu, serais-je victime d'une hallucination auditive? Non, c'est bien toi, tu es de retour! Mais je te sens d'assez méchante humeur. Je devine pourquoi, va! Tu m'en veux au sujet de ta Julie Des Tuyaux, parce que je l'ai rencontrée, alors que toi tu ne la vois plus. Tu ne loupes pas grand-chose, rassure-toi, elle est pitoyable, ta virtuose. Je te raconte?

Figure-toi qu'elle s'est annoncée ici par téléphone, oui, un rendez-vous officiel chez Alice Merveille, l'écrivain public. Elle est arrivée en retard, amaigrie, l'œil rouge, un lapin albinos. Elle est en pleine dépression et consulte en ville deux fois par semaine. Elle s'est s'apitoyée sur son sort, elle a couiné, elle a clapi, elle m'a cassé les oreilles (et les pieds). La pauvre n'a pas décroché le beau rôle, je suis d'accord. «Quand les maîtresses perdent, elles perdent» c'est signé Alice. En résumé, ta *Toccata* est une ratée intégrale. Trente-huit ans, pas d'enfant, secrétaire communale sous-payée, organiste déplorable, cible de tous les lazzis, remplacée au lendemain de tes obsèques par le jeune Eugène Galland. Un velours pour l'ouïe, celui-là. Ah! le plaisir ravivé des cultes d'enterrements, on se les taperait juste pour savourer la différence, et les morts ne manqueraient pas de réclamer un bis. Je suis féroce, je suis atroce? C'est que, je le confesse, les malheurs de Julie m'esbaudissent les fesses.

Et puis, autant que tu le saches très vite, mon feu, je ne t'aime plus. Absolument plus. Tu ne me crois pas, tu te détournes? Tu prends ton air pincé, tu lèves les bras au ciel et tu déclames aux nuages: «Souvent les veuves d'équipage lancent des albatros, vastes oiseaux volages, sur les mers de douleur qui étreignent leur cœur. Elles s'égarent, elles se leurrent...» Tiens, tiens, voilà ta veine littéraire ressuscitée! N'avions nous pas évoqué ensemble à ton propos une sorte de folie versificatrice? Serait-ce contagieux, y a-t-il un vaccin?

Il n'empêche, je te le répète, je ne t'aime plus. D'ailleurs, aimer, tu n'avais que ce mot à la bouche, tu t'en gargarisais le matin, tu t'en désinfectais le soir, tu le monopolisais. Ah, le beau cartel de l'amour universel! Aimer les uns, aimer les autres, il n'y aurait que vous, la Confrérie des Bergers, pour ce savoir-faire là? Evidemment, vous aviez vos alibis professionnels, vos pauvres, vos handicapés, vos chômeurs, vos réfugiés, vos clandestins. Délaisser vos femmes et vos enfants vous devenait aisé. La conscience en repos, vous pouviez nous sevrer à loisir. Gare cependant si nous envisagions de changer de crèmerie, vous nous pistiez derechef sur les sentiers de l'observance.

Souviens-toi d'Irénée, le pasteur du Sénégal. Son sourire astral, ses yeux de savane brûlée. Il m'attirait, il m'émouvait, et ça, tu n'as pas supporté, tu as sali sa réputation auprès du conseil synodal, au village, partout, et ton frère africain a recouvré illico son statut de frère inférieur. Je t'ai hai à ce moment-là de ma vie. Rentré au pays plus tôt que prévu, mon doux ministre m'a écrit une dizaine de lettres. Ah! Si Jeanne avait été plus âgée, si je n'avais pas eu peur de l'inconnu, si j'avais eu le courage de t'affronter, d'esquiver tes coups et de te les rendre!

Oui, car tu me frappais, mon feu, dans ta blanche rage. Et, j'en ai honte pour moi, je ne me révoltais pas. Cet esclavage consenti, en l'exposant ainsi, en le révélant à mes propres yeux, j'en réalise soudain l'ampleur, je ressens à nouveau l'angoisse sourde dans laquelle je vivais, rachetée il est vrai par le bonheur ineffable de tes repentirs. «Pardonne-moi, Alice, c'était plus fort que moi, je ne recommencerai plus jamais, je le jure sur la tête de Jeanne...» Et cela à genoux devant moi, sanglotant dans mes jupes.

Comment, j'invente? Et quand cela serait? Je t'avais averti, mon Tison, c'est moi qui dicte les règles du jeu, j'ai tous les droits, la barbe soit peignée de tes scrupules véristes. A quoi bon le réel? Je crée et je recrée mes personnages, je les vampirise à ma guise, je suis écrivain, écrivain d'amour qui plus est, alors la jalousie, les fantasmes, c'est mon hamburger quotidien, mon grand Ordinaire. Tu n'aurais pas voulu que je te la copie conforme? Tu n'as rien, strictement rien d'un personnage de roman, en pasteur romand. Que dis-tu? «Dans ces conditions» tu n'as plus envie de me lire? Vraiment?

(à suivre)